

Revaloriser le travail des soins partout dans le monde

Dans le cadre de la pandémie de Covid-19, nous entendons souvent dire «Nous sommes tous pris dans la tourmente, mais nous ne sommes pas tous sur le même bateau». Le virus ne fait pas de discrimination: tout le monde peut être contaminé, mais la pandémie renforce les inégalités. Les femmes et les minorités sont plus durement touchées et ce, partout dans le monde.

Moins de soins de santé, plus de violence

Pendant la crise, les soins de santé non urgents ont été et sont encore suspendus dans de nombreux pays. Les femmes et les filles ont donc moins accès à la contraception, ce qui entraîne un plus grand nombre de grossesses non désirées (chez les adolescentes). Le coronavirus engendre un manque d'effectifs dans les services de maternité. La peur d'accoucher dans un hôpital ou l'impossibilité de s'y rendre accroît dès lors le taux de mortalité maternelle. En outre, nous constatons partout une augmentation très alarmante de la violence à l'égard des femmes.

Droit à la protection sociale

Dans le monde, 740 millions de femmes travaillent dans l'économie informelle par exemple, comme vendeuses de rue ou comme employées domestiques. Elles

n'ont pas accès à la protection sociale, au chômage... Les mesures sanitaires les plongent dans la pauvreté, car l'absence de travail signifie pour elle l'absence de revenus. En outre, les femmes travaillent davantage dans des situations professionnelles précaires et dans des secteurs où la crise a frappé de plein fouet. Songeons aux travailleuses du secteur de l'habillement au Bangladesh qui ont perdu leur emploi (et leur revenu) du jour au lendemain, tout comme les femmes qui travaillent dans l'industrie du tourisme en République dominicaine ou au Népal. Sans revenus de remplacement, de nombreuses familles sont plongées dans la pauvreté. Seul un système structurel de protection sociale, avec des revenus de remplacement décents, peut leur apporter une solution.

Revaloriser le travail des soins

70 % des prestataires de soins de santé dans le monde sont des femmes. Elles

étaient et sont toujours en première ligne. Depuis des années, le secteur de la santé souffre d'un manque d'investissements, ce qui se traduit par des sous-effectifs et de mauvaises conditions de travail. *«Nous les avons applaudies depuis nos fenêtres et nos balcons et nous encensons leurs actes formidables, déclare Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI), mais force est de constater que le monde leur doit un salaire équitable.»* Le besoin de personnel dans le secteur des soins va augmenter – notamment à cause du vieillissement de la population. Nous devons donc saisir cette occasion pour plaider en faveur d'investissements structurels dans un secteur public des soins de qualité.

... et redistribuer le travail non rémunéré

Selon le rapport d'Oxfam *«Time to care»* (2019), rédigé avant la pandémie, les filles et les femmes consacrent chaque jour 12,5 milliards d'heures à des tâches de soins du travail informel. Chaque année, elles fournissent ainsi une contribution invisible de 10.800 milliards de dollars à l'économie mondiale. Pendant la pandémie, la pression de ce travail de soins non rémunéré s'est encore accrue pour les femmes, avec les enfants à la maison, davantage de malades à soigner ou de soins à prodiguer aux personnes âgées. Investir dans des services publics forts (accueil de la petite enfance, soins aux personnes âgées et handicapées, etc.) peut certainement diminuer la pression. De même qu'en répartissant les tâches de façon plus équilibrée au sein des familles. La crise sanitaire révèle douloureusement ce qui se joue dans l'ombre depuis bien longtemps. Nous devons profiter de cette crise pour revaloriser le travail dans le secteur des soins. Il mérite plus que des applaudissements quotidiens.

La pandémie de Covid-19 renforce les inégalités existantes. Les femmes et les minorités sont plus durement touchées.



© Moschta-WSM

| Klaar Degroote
& Annemie Janssens (WSM) |



© WSM

Chaque année, le 8 mars, la Journée internationale des droits des femmes est consacrée à la lutte et à la solidarité des femmes du monde entier. (Photo pré-corona.)

«Notre combat le vaut bien»

Le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, est un jour de grève, de protestation et d'actions des femmes dans le monde entier. Qu'en est-il de leurs droits en ces temps particuliers de crise sanitaire un peu partout dans le monde? Nous avons rencontré des militantes de trois continents: Ingrid Mulamba du Congo, Alexandra Arguedas du Costa Rica et Lut Cromphout de Belgique. La pandémie a particulièrement frappé les femmes, mais leur cohésion ne cesse de croître. Même au-delà de nos frontières.

La crise sanitaire a-t-elle eu un impact important sur votre entourage?

Ingrid: Absolument. Le gouvernement congolais impose des mesures, fermeture d'écoles, couvre-feu, port du masque, mais il n'instaure aucune mesure de soutien ni aucun revenu de remplacement. C'est la raison pour laquelle tant de personnes tombent dans la pauvreté.

Alexandra: Le secteur du tourisme, principal pourvoyeur d'emplois au Costa Rica, s'est complètement effondré. C'est une tragédie pour beaucoup de familles.

Lut: Bien sûr que la crise sanitaire a un impact important sur le travail à l'hôpital. Au début, nous nous sommes sentis très soutenus par cette chaleureuse solidarité. Un an plus tard, l'économie semble à nouveau primer sur les soins. Nous avons traversé beaucoup d'épreuves l'an dernier. Initialement, personne ne connaissait la pathologie, le matériel de protection était insuffisant et nous avons dû

revoir toute l'organisation de l'hôpital. Les travailleurs devaient être très flexibles, par exemple en termes d'horaires. Travailler avec un équipement Covid est très lourd et fatigant. Le coronavirus ne s'est pas répandu tout de suite dans notre hôpital. Nous l'avions déjà complètement réorganisé, mais il n'y avait pas de patients au début, de sorte que de nombreux collègues ont été renvoyés chez eux contre leur gré.

L'impact est-il différent pour les hommes et les femmes? Y a-t-il des groupes de femmes spécifiques qui sont plus touchés que d'autres?

Lut: Oui, il y a certainement un impact spécifique sur les femmes et c'est lié aux stéréotypes sexistes tenaces. Aujourd'hui encore, les mères assument l'essentiel des soins prodigués aux enfants. Combiner une flexibilité accrue à l'hôpital avec des enfants à la maison n'est pas une sinécure. Et puis, certains groupes sont souvent négligés dans un hôpital: les services de soutien, tels que les ser-

vices de nettoyage et les services techniques. On leur accorde généralement moins d'attention. Pourtant, ils ressentent aussi les effets de cette crise.

Alexandra: Les femmes souffrent beaucoup de la pandémie. Les «chanceuses» peuvent travailler à la maison, mais elles assument alors la plupart des tâches ménagères. Les femmes sont majoritaires dans les secteurs les plus touchés: travail domestique auprès des familles, commerce et tourisme. Beaucoup ont été licenciées ou ont vu leur contrat temporairement suspendu. Et celles qui travaillent dans le secteur informel voient subitement leurs revenus diminuer drastiquement, voire disparaître. Bon nombre de ces femmes essaient de nouer les deux bouts en vendant des repas ou des masques.

Ingrid: La pandémie a accentué les inégalités existantes entre hommes et femmes. Par exemple, une grande partie des travailleuses domestiques, des femmes qui gèrent le ménage d'autres familles, ont perdu leur emploi en raison des mesures de confinement. Beaucoup d'entre elles vendent désormais des masques, des poches d'eau, des repas, etc. dans la rue. Elles n'ont pas de sécurité sociale! Fort heureusement, elles peuvent compter sur la solidarité mutuelle.

Pouvez-vous préciser en quoi consiste cette «solidarité» sur laquelle les travailleuses informelles peuvent compter?

Ingrid: Les «malewistes» en sont un exemple. Ce sont les femmes qui exploitent les restaurants de rue, en quelque sorte les cantines populaires et informelles de Kinshasa. Comme elles travaillent dans le secteur informel, elles n'ont pas accès à la protection sociale officielle. Mais chaque femme contribue à une sorte d'épargne avec laquelle elles se soutiennent mutuellement en cas de besoin. Ce pot est très utile actuellement, car en raison des mesures de confinement, de nombreuses «malewistes» sont privées de revenus. Au Congo, la maladie frappe principalement les expatriés et les personnes qui vont souvent en Europe, dans les classes supérieures. Et les mesures de confinement touchent principalement les pauvres.

Alexandra: L'organisation «Femmes pour le Costa Rica» a formulé des propositions



Ingrid Mulamba

- Habite dans les faubourgs de Kinshasa, capitale de la RDC.
- Professeuse de à l'Université de Kinshasa.
- Chercheuses à la Chaire de la Dynamique sociale.
- Conseillère auprès de très nombreuses organisations féministes.

concrètes pour soutenir les femmes en situation de précarité. L'une d'elles préconise notamment d'intégrer le travail du personnel domestique dans les projets d'économie sociale financés par les pouvoirs publics.

Quel rôle le syndicat a-t-il joué?

Lut: Au début, l'hôpital ne s'est pas soucié de nous associer au processus. Après avoir insisté, nous avons pu exprimer nos préoccupations sur le terrain. On nous demande beaucoup de flexibilité.

Au conseil d'entreprise, nous avons entamé un dialogue avec l'employeur afin d'instaurer autant que possible une structure et un maximum de régularité. Un blog a également été créé, afin d'informer les travailleurs en continu sur la situation réelle de l'hôpital, par exemple le nombre de patients atteints du Covid. Informer correctement les collaborateurs aide aussi à leur apporter une certaine tranquillité d'esprit. Il était également important pour nous de soutenir les actions d'autres secteurs, par exemple l'obligation du port du masque dans le secteur de la distribution. Nous sommes descendus dans la rue en juin avec le secteur de la santé, car il était vraiment nécessaire d'agir. Dans notre hôpital, la volonté d'agir était très forte. Pratiquement tout le monde a participé à l'action. Nous avons également pu conclure un accord social historique! Il prévoit à la fois une augmentation salariale et des embauches supplémentaires. Il ne résout pas encore tous les problèmes, mais c'est un grand pas dans la bonne direction.

Alexandra: Au Costa Rica, le mouvement syndical est principalement actif dans le secteur public.

Nous avons vraiment fait beaucoup de progrès dans la mobilisation des affiliées! Et il y a aussi plus de femmes dans les instances décisionnelles des syndicats. Dès lors, on est aussi plus attentif à la situa-



Alexandra Arquedas

- Habite dans la province de Heredia, au Costa Rica.
- A obtenu un diplôme d'assistante sociale à l'université d'Alcalá, Madrid, Espagne.
- Active auprès de WSM au Costa Rica.
- Précédemment chargée de programme pour l'égalité des genres au sein de la Confédération syndicale latino-américaine.

tion des travailleuses et à leurs droits spécifiques. Le chemin est encore long, mais nous avons déjà beaucoup avancé et nous sommes devenues plus fortes ensemble. Malheureusement, les personnes les plus touchées par la crise ne sont pas affiliées. Ce sont très souvent des femmes – migrantes – car elles sont surreprésentées dans les professions informelles les plus précaires. Nous pensons par exemple aux travailleuses domestiques et du secteur rural. Les mouvements féministes se sont également manifestés et ont demandé que les mesures prennent en compte la dimension du genre.

Le 8 mars est la Journée internationale des droits des femmes, une journée de militantisme et de solidarité. Des actions spécifiques ont-elles été organisées dans votre région ?

Ingrid: Cette année, la journée était placée sous le thème du «Leadership fémi-

nin: pour un avenir égalitaire dans le monde du Covid-19» et le ministère du Genre et de la Famille a organisé une action malgré les mesures. Les mouvements sociaux qui travaillent avec les femmes et les filles s'organisent également chaque année. Ils soulignent que la pandémie contribue à creuser les inégalités entre les sexes, ce qui accroît encore la pauvreté et l'insécurité de beaucoup de personnes. En particulier si les pouvoirs publics n'offrent aucun soutien.

Alexandra: Au Costa Rica, aucune grande mobilisation ou autre action n'était prévue, car elles ne sont toujours pas autorisées en raison de la pandémie. Il y a quand même quelques forums en ligne sur des sujets tels que le leadership des femmes en temps de crise et la violence dans le monde du travail.

Lut: «L'égalité n'est pas un jeu de hasard» est le slogan de la campagne des Femmes CSC cette année. La CSC entend sensibiliser les travailleuses aux conséquences de leurs choix de carrière sur leur autonomie économique, financière, leurs droits, leurs pensions....

Si vous pouviez décider, quelle serait la première mesure que vous prendriez pour promouvoir l'égalité des genres?

Lut: Je défendrais certainement une réduction générale du temps de travail. Pourquoi ne pas instaurer la semaine des 30 heures? Je constate aujourd'hui que bon nombre de mes collègues épuisent tous leurs crédits-temps et optent ensuite pour le travail à temps partiel afin de combiner leur travail avec les tâches domestiques. Une réduction générale du temps de travail, pour les hommes et les femmes, pourrait offrir une solution.

Ingrid: Question difficile! Il n'y a pas de réponse simple car beaucoup de discriminations sont causées par la persistance forcée de stéréotypes culturellement déterminés. Si je pouvais choisir,



Lut Cromphout

- Infirmière à l'hôpital Jan Portaels de Vilvorde.
- Fait partie de l'équipe volante et est affectée là où c'est nécessaire.
- Militante et secrétaire au conseil d'entreprise de l'hôpital.
- Présidente élue ACV PuLs (la CNE flamande).

j'adopterais une mesure de discrimination positive: la gratuité de l'enseignement supérieur et universitaire pour les femmes et les filles. En outre, j'encourage les ONG et les associations à organiser une formation afin que les femmes comprennent qu'elles sont capables d'occuper les mêmes fonctions que les hommes, et osent poser leur candidature pour ces postes.

Alexandra: Je pense qu'il est très important de reconnaître que les effets de la

Je défendrais certainement une réduction générale du temps de travail. Pourquoi ne pas instaurer la semaine des 30 heures?
Lut Cromphout

crise su Covid-19 sont différents pour les femmes et les hommes. Ce n'est pas seulement une crise sanitaire, mais aussi une crise sociale et économique. Il faut aussi accorder une attention particulière aux groupes de femmes vulnérables qui sont les plus touchées par cette crise. Beaucoup d'entre elles sont des migrantes. J'intégrerais la perspective de genre dans les mesures de prévention, de relance et de protection sociale et économique.

Avez-vous un souhait ou un message pour l'avenir pour toutes celles et ceux qui mènent le combat de l'égalité des genres en ces temps difficiles?

Ingrid: J'encourage tout le monde à ne pas abandonner, même si l'égalité reste souvent théorique. Nous devons encourager, accompagner et conseiller d'autres femmes. Tout commence par un soutien mutuel. Nous allons changer le monde, avec les hommes.

Lut: Suivez votre cœur et sachez que vous n'êtes pas seule. Regardez les résultats positifs de l'action: le changement est possible, même s'il faut parfois plusieurs générations.

Alexandra: Quand nous faisons le bilan, nous constatons que nous avons déjà accompli beaucoup de choses. Mais il reste encore beaucoup à faire. Au cours de cette crise, nous avons vu nos droits reculer. Nous sommes toutes dans le même bateau, mais nous voyageons chacune dans des classes différentes. Nous devons toujours et partout nous battre ensemble. Parce que ce que je veux pour moi c'est la même chose que pour toutes les autres femmes. La solidarité et l'empathie entre nous sont essentielles, afin qu'un jour nous puissions dire ensemble: notre combat en valait la peine!

| Klaar Degroote
& Annemie Janssens (WSM) |